

POUR UNE ANALYSE FÉMINISTE DE L'ACCÈS À L'ÉDUCATION ET DES BARRIÈRES ÉCONOMIQUES

Une présentation de Valérie Létourneau pour L'R des centres de femmes du Québec

Dans le cadre du

Rassemblement national étudiant

À L'Université du Québec à Trois-Rivières

Le samedi 1^{er} décembre 2012



L ' R D E S

CENTRES DE

F E M M E S

D U Q U É B E C

1. Introduction	4
2. La lutte pour l'accessibilité des femmes aux études.....	5
2.1. L'autonomie économique.....	5
2.2. L'autonomie intellectuelle.....	5
2.3. Une lutte récente, des gains fragiles.....	5
2.4. Des gains fragiles, une lutte encore nécessaire	6
3. Inégalités structurelles	6
3.1. Toutes choses étant égales par ailleurs	6
3.2. L'endettement : une solution qui camoufle l'écart de revenu.....	7
3.3. Parentalité et monoparentalité.....	7
3.4. Pour des politiques sociales favorisant l'égalité	8
4. Racisme	9
5. Discours masculiniste	9
5.1. Ce qu'il dit	9
5.2. Ce qu'il ne dit pas	10
6. Conclusion	10
Bibliographie.....	12

1. Introduction

Les centres de femmes du Québec membres de L'R souhaitent qu'une perspective féministe soit mise de l'avant dans le cadre des réflexions collectives qui s'inscrivent dans la démarche de ce qui devait être au départ des états généraux sur l'éducation. L'actualité politique québécoise a fait en sorte que le processus a changé de forme. D'états généraux, nous sommes passés à un sommet sur l'éducation : ce qui a notamment pour conséquence de limiter la participation de la société civile à l'exercice de réflexion.

Qu'à cela ne tienne, même s'il n'est pas parmi les invités du sommet, L'R des centres de femmes du Québec a décidé de faire une première exploration de la question de l'accessibilité scolaire dans une perspective féministe. Cette exploration a été présentée aux représentantEs étudiantEs de sorte qu'elles et ils puissent porter l'analyse différenciée selon les sexes dans leurs revendications. Le texte qui suit reproduit donc l'allocution faite par L'R des centres de femmes du Québec lors du Rassemblement national étudiant (RNE) qui se déroulait à Trois-Rivières, dans les locaux de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), le 1^{er} décembre 2012. Ce RNE avait notamment pour objectif d'identifier les moyens d'action, les stratégies et les revendications du mouvement étudiant en vue du sommet sur l'éducation. L'exploration présentée ci-dessous est donc sommaire. Il serait opportun de la compléter avec les apports d'autres féministes. Les suggestions d'ajouts sont les bienvenues.

Un bref rappel historique est présenté dans le but d'illustrer l'importance pour les femmes de la lutte pour l'accès à l'éducation. Ensuite, les plus grossières inégalités structurelles sont rappelées, afin de mieux comprendre en quoi les frais de scolarité alimentent les écarts entre les hommes et les femmes, mais également entre les femmes elles-mêmes. Dans ce cadre, il est aussi question des impacts liés aux rôles sociaux des femmes, grâce à une collaboration avec les regroupements de parentEs étudiantEs. Il est finalement question du discours masculiniste, parce qu'il travaille à augmenter les écarts entre les hommes et les femmes, dans le milieu de l'éducation comme ailleurs.

2. La lutte pour l'accessibilité des femmes aux études

La lutte pour l'éducation et l'instruction des femmes est une lutte féministe d'importance au Québec. Dans le cadre de la période appelée *Première vague féministe*, qui chevaucha les 19^e et 20^e siècles, la lutte pour l'accès à l'éducation a favorisé l'émancipation des femmes en améliorant leur autonomie économique et intellectuelle. Cette lutte encore récente a donné aux femmes et à la société québécoise plusieurs gains d'importance, mais elle est encore d'actualité aujourd'hui puisque ses gains sont constamment remis en question.

2.1. L'autonomie économique

En accédant à une éducation de qualité, les femmes ont pu améliorer leurs conditions de vie, notamment en accédant à des professions qui étaient auparavant seulement disponibles pour les hommes. La diplomation des femmes a contribué à l'amélioration de leurs conditions de vie, puisque les professions exigeant des diplômes sont souvent mieux rémunérées que les autres. Néanmoins, aujourd'hui encore, les différences salariales sexistes persistent, et ce, même à diplôme équivalent. Cette question sera examinée plus bas.

2.2. L'autonomie intellectuelle

Par ailleurs, sur les bancs d'écoles, elles ont pu valoriser leur capacité d'analyse, leur esprit critique et développer leurs propres outils d'analyse. En luttant pour le droit à l'éducation, comme en luttant pour d'autres droits, les femmes ont pris conscience de certaines oppressions vécues. L'accession à une éducation supérieure a permis aux femmes de théoriser ces oppressions. Bref, l'accès à l'éducation a également contribué au développement de leur autonomie intellectuelle, à la création d'une pensée féministe originale qui enrichit les luttes des femmes.

2.3. Une lutte récente, des gains fragiles

La première universitaire francophone diplômée, Marie Sirois, a obtenu son grade de l'Université Laval, en 1904. C'est un Certificat d'études littéraires qu'elle a réalisé au tout début du 20^e siècle. Par ailleurs, madame Sirois n'a pas été invitée à la collation des grades, l'Université ne voulant pas faire cas de cette affaire. C'est donc très épisodiquement que certaines universités - surtout anglophones - accueilleraient des femmes dans leurs classes. C'était du traitement à la pièce, donc c'était très arbitraire. Le droit des femmes à l'éducation supérieure n'était pas reconnu officiellement. Pour que ce droit soit reconnu, il fallut attendre le Rapport Parent, en 1964, qui démocratisait l'éducation en favorisant l'accès de tous, dont les filles, aux études.

De 1964 à nos jours, de plus en plus de domaines se sont ouverts aux femmes. Notons au passage la mise sur pied du premier groupe de recherche universitaire en condition féminine, à l'Université du Québec à Montréal : Groupe interdisciplinaire pour l'enseignement et la

recherche sur les femmes (GIREF), en 1976. Ce groupe deviendra l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF) en 1990. Par ailleurs, il importe de souligner qu'encore aujourd'hui, l'histoire du féminisme n'est pas enseignée, sauf dans le cadre de cours d'histoire des femmes ou en concentration féministe. « Faire l'histoire du féminisme pose les femmes comme sujets de l'histoire, et comme sujets révoltés : cette affirmation est encore sinon scandaleuse, tout au moins "mal vue" dans les cercles du savoir.¹ »

2.4. Des gains fragiles, une lutte encore nécessaire

Pour les féministes, la lutte pour l'accès à une éducation de qualité, pour toutes et tous, revêt une importance particulière. Cette lutte a joué, et joue encore, un rôle clé dans l'émancipation des femmes. Cette lutte a joué, et joue encore, un rôle clé dans le développement d'une pensée critique qui remet en question les dogmes qui maintiennent les femmes dans les rôles sociaux traditionnels, qui freinent les changements sociaux au profit d'un conservatisme contraignant pour les femmes. Cette lutte ouvre la porte à une société que les féministes veulent accueillir : une société où l'égalité existe entre toutes et tous.

3. Inégalités structurelles

La société dans laquelle nous vivons est patriarcale, c'est-à-dire que les hommes sont avantagés par l'économie, les politiques, la culture, la religion, etc. Bref, ils sont en situation d'autorité sur les femmes. Plusieurs données statistiques permettent de démontrer la présence de ce rapport de subordination. Quelques-unes d'entre elles seront présentées ci-dessous dans le but de démontrer l'existence de cet écart, mais également pour démontrer que ces inégalités structurelles ont un impact sur l'accès des femmes à l'éducation.

3.1. Toutes choses étant égales par ailleurs

Toutes choses étant égales par ailleurs, l'application de frais ou de taxes pour acheter des crédits, pour s'éduquer ou pour apprendre est discutable... Or toutes choses **ne sont pas** égales par ailleurs : de fait, l'inégalité persiste. Il existe des écarts économiques importants entre les femmes et les hommes, encore aujourd'hui, ici au Québec. Par conséquent, le même frais chargé à une femme lui coûtera plus cher qu'à un homme, et ce, dans une proportion équivalente à l'écart économique qui les sépare.

Par exemple, en 2008, au Canada, pour chaque dollar que les hommes gagnent, les femmes gagnent 71 cents. En d'autres termes, elles gagnent 71% du revenu des hommes. Ainsi, si on demande à tous et à toutes de déboursier 2168\$ pour une année de scolarité universitaire à temps plein, ça revient en fait à 3053\$ pour les femmes. En d'autres mots, à cause des écarts économiques existants, toutes proportions gardées, chaque dollar payé par une femme coûte à cette dernière 29 sous de plus qu'à un homme, c'est-à-dire 40,8% plus cher.

¹ DUMONT, Micheline et Louise TOUPIN. *La pensée féministe au Québec*, p. 21

Ainsi, avant même de prendre en considération les inégalités sociales et culturelles limitant l'accès de femmes à l'éducation, on peut constater que leur infériorité économique fait en sorte que, pour elles, la barrière tarifaire est presque deux fois plus difficile à surmonter. Une politique d'accès à l'éducation qui serait féministe ne favoriserait pas ainsi la création d'un double standard. La gratuité scolaire résoudrait cette injustice. En éliminant d'un coup l'ensemble des barrières tarifaires, elle favoriserait un accès juste et équitable à l'éducation supérieure.

3.2. L'endettement : une solution qui camouffle l'écart de revenu

Souvent présenté comme un moyen de contourner les injustices liées à la tarification des services public, l'endettement ne fait que camoufler temporairement cet écart. En offrant une liquidité sur-le-champ, l'endettement permet de faire comme si n'existait pas la pauvreté économique générée par les oppressions multiples que la société garde bien vivantes : le sexe, la capacité, la classe, la couleur de peau, etc. Pourtant, quand le prêt est épuisé, l'écart est toujours existant, puisque le diplôme ne le règle pas, contrairement à ce que suggère le discours néolibéral.

En effet, si on observe la population diplômée au Canada, on peut vérifier cette affirmation. En moyenne, une femme gagnera 863 268\$ de moins qu'un homme titulaire du même diplôme, et ce, pendant toute sa vie. Un homme peut donc espérer gagner près d'UN MILLION DE DOLLARS de plus qu'une femme de sa cohorte, qui avait un succès académique semblable au sien. Bref, l'écart économique persiste, et ce, même à diplôme équivalent.

Si les femmes sont plus pauvres que les hommes lorsqu'elles n'ont pas de diplôme, ce n'est pas l'obtention d'un diplôme qui change quoique ce soit à cette réalité. Contrairement à une croyance populaire, même si elles « investissent dans leur avenir » grâce à l'endettement, les femmes demeurent quand même moins bien payées que les hommes. La société canadienne ou québécoise est sexiste, avec ou sans diplôme.

3.3. Parentalité et monoparentalité

En 2006, au Québec, il y avait 352 830 familles monoparentales dont 78% étaient dirigées par des femmes. Alors qu'une famille biparentale consacrerait 10% de son revenu pour son diplôme, une famille monoparentale en consacrerait 18%. Cette réalité difficile est le fait d'une majorité de femmes. À cause de leur rôle social de sexe, en plus d'être financièrement désavantagées, elles ont aussi le plus souvent la charge des enfants. Or, avoir la charge des enfants, ça coûte cher en temps et en argent. Cette réalité aux multiples facettes a été illustrée par le Comité de soutien aux parents étudiants de l'UQÀM (CSPE-UQÀM) et par l'Association de Parents Étudiant ou Travillant à l'Université Laval (APETUL).

Leur enquête révèle que les femmes sont plus nombreuses que les hommes à devoir articuler famille et études. Selon leurs sources, 69,6% des étudiantes auraient des responsabilités

parentales, contre 30,4% d'étudiants). Dans la très grande majorité des cas, les enfants auraient entre 0 et 11 ans (Gariépy et Guernier, 2007, p. 20). Selon les organisations étudiantes consultées, la parentalité estudiantine génère une série de situations problématiques inconnues des étudiantEs sans enfants qui affecte leur succès scolaire, mais qui contribuent aussi à leur appauvrissement et à celui de leurs enfants :

« Les parents étudiants contraints d'étudier à temps partiel sont presque toujours inadmissibles aux concours de bourses, ne peuvent occuper des emplois étudiants au sein de la plupart des universités (c'est le cas à l'UQÀM et à Laval notamment), se voient parfois restreindre l'accès à des locaux de travail, à de la documentation et autres services de l'université comme les centres sportifs et les résidences, ou encore à des services hors campus, comme les tarifs à prix réduits dans les réseaux de transport en commun. Ainsi, non seulement sont-ils privés des avantages financiers offerts aux autres étudiant-e-s des universités pour compenser leur situation financière plus précaire, mais ils sont également privés des avantages symboliques liés à la reconnaissance (bourses) ou à l'expérience (emplois subventionnés liés à la formation) qui permettent tous deux d'aller chercher d'autres bourses et d'autres emplois intéressants liés aux études et ainsi obtenir de meilleures conditions de vie et d'études. »

Une perspective féministe d'accessibilité scolaire prend donc aussi en compte les réalités liées à la parentalité, puisque les femmes sont encore aujourd'hui beaucoup plus nombreuses que les hommes à avoir des responsabilités familiales. Pour que les mères étudiantes aient les mêmes chances de réussir que les étudiantes, il est nécessaire que leurs difficultés spécifiques soient reconnues et que les changements conséquents soient apportés.

3.4. Pour des politiques sociales favorisant l'égalité

Pour favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes dans le cadre d'une société patriarcale, il faut tenir compte des discriminations systémiques dans la création même des politiques sociales : seulement traiter « les problématiques femmes » en s'intéressant aux questions dites « féminines » ne corrigera pas les inégalités structurelles.

Pour répondre à des enjeux sexospécifiques, il est bien et utile que l'État mette sur pieds des services et des programmes, comme par exemple les garderies ou les services de santé et les services sociaux d'aide et de lutte à la violence faite aux femmes. Par ailleurs, s'en contenter ne règlera pas son cas aux inégalités.

En plus de ce traitement à la pièce, il est souhaitable que l'état s'organise de sorte que l'actualisation de ses politiques et de ses programmes cesse de perpétuer les inégalités entre les hommes et les femmes. Une façon de faire, simple et efficace, serait de retirer

l'ensemble des barrières tarifaires érigées entre les citoyennes et leurs droits sociaux : l'éducation, les services de santé et les services sociaux, le logement.

4. Racisme

Il faut que le mythe de l'égalité entre les femmes et les hommes cesse! Mais il faut aussi reconnaître l'existence d'inégalités entre les femmes elles-mêmes! Les femmes des minorités visibles sont plus susceptibles de disposer de revenus modestes que les femmes des minorités non-visibles. Quant à elles, les femmes autochtones sont moins susceptibles d'obtenir un diplôme universitaire que les femmes blanches : en 2006, 9% des femmes autochtones âgées de 25 ans et plus détenaient un diplôme universitaire comparativement à 20% chez les femmes non autochtones. Les barrières tarifaires sont non seulement sexistes, elles sont aussi racistes, capacitistes et classistes!

5. Discours masculiniste

Le discours masculiniste travaille à refermer la porte qui a été entre-ouverte à la démocratisation de l'éducation et de la société. Il faut donc en parler, ne serait-ce que brièvement, de sorte que les personnes qui militent pour une plus grande démocratisation des services publics soient alertes, pour qu'elles reconnaissent ce discours pour ce qu'il est présenté et qu'elles puissent le déconstruire. Par ailleurs, sachez que ce discours est commun à plusieurs pays industrialisés : il est manifeste au Danemark, en Australie, Grande-Bretagne, USA, France, Afrique du Sud.

5.1. Ce qu'il dit

Plusieurs féministes appellent ce discours celui de l'usurpation puisqu'il suggère que les femmes se sont indument approprié un rôle politique. Selon ce discours, les féministes ne seraient pas raisonnables. Le féminisme aurait généré trop de programmes, trop de lois et de mesures financières, ce qui ne serait pas juste pour les hommes.

Grâce à cette surenchère de programmes sociaux, les enjeux concernant les femmes seraient désormais dépassés : l'égalité serait atteinte. En fait, non seulement elle serait atteinte, mais qu'il y aurait un renversement de situation : les hommes seraient discriminés pas le système scolaire, le système de santé, le système judiciaire, les administrations publiques, et bien sûr, par les féministes.

Pour régler tout ça, ce discours préconise un retour aux valeurs traditionnelles, à la famille nucléaire, aux rôles sociaux de sexe. Ce n'est donc pas par hasard que les masculinistes s'attaquent aux acquis des femmes dans les domaines où elles ont traditionnellement tenu des rôles sociaux (sans rémunération) : santé, éducation et famille.

5.2. Ce qu'il ne dit pas

Ce que le discours ne met pas de l'avant, c'est qu'il vise un retour en arrière pour que les hommes récupèrent tous leurs privilèges masculins qui sont désormais partagés par une plus grande partie de la population, grâce aux luttes féministes.

Ce que le discours masculiniste ne met pas de l'avant non plus, ce sont les conditions de vie des femmes qui, encore aujourd'hui, témoignent de l'inégalité sexiste qui divise la population. Tout ce qui relève des rapports de pouvoir exercés aux dépens des femmes est évacué. Il n'est pas question non plus de la panoplie d'enjeux qui composent encore la réalité d'une majorité de femmes :

- Les grossesses non-désirées;
- La violence;
- Le harcèlement sexuel;
- La pauvreté;
- La monoparentalité;
- L'abandon scolaire des femmes;
- La surcharge de travail causée par les travaux domestiques non-rémunérés;
- Le plus grand recours à l'assistance sociale pour la prise en charge de la famille.

6. Conclusion

La lutte pour l'accès à l'éducation a favorisé l'émancipation des femmes en améliorant leur autonomie économique et intellectuelle. Cette lutte encore récente a donné aux femmes et à la société québécoise plusieurs gains d'importance, mais elle est encore d'actualité aujourd'hui puisque ses gains sont constamment remis en question. Ils sont notamment remis en question par le discours masculiniste que véhiculent plusieurs élus, médias et autres tenants de la droite. Ce discours s'organise contre la démocratisation de l'éducation (et du reste!) : il vise un retour en arrière, pour que l'élite - le plus souvent, des hommes - récupère les privilèges perdus grâce aux luttes féministes et populaires.

Dans ce cadre-là, il est d'autant plus important d'articuler une réplique soutenue qui montre clairement les injustices causées par le sexisme ambiant! Il faut souligner l'importance de créer des politiques sociales réellement universelles pour que diminuent, plutôt qu'augmentent, les écarts entre les femmes et les hommes! La question des frais de scolarité devrait donc être abordée à l'intérieur du contexte d'inégalité structurelle qu'est le nôtre. Autrement, l'injustice sera maintenue encore vivante.

Bibliographie

- ANONYME. *Manifeste féministe contre la hausse des droits de scolarité*. Montréal, 2012, 4 p.
- BOUCHARD, Pierrette, BOILY, Isabelle et Marie-Claude PROULX. *La réussite scolaire comparée selon les sexes : catalyseur des discours masculiniste*, Coll. Recherche en matière de politiques, Condition féminine Canada, Ottawa, 2003, 143 p.
- COMITÉ DE SOUTIEN AUX PARENTS ÉTUDIANTS DE L'UQAM ET ASSOCIATION DE PARENTS ÉTUDIANT ET TRAVAILLANT À L'UNIVERSITÉ LAVAL. *L'accessibilité n'est pas seulement une question d'argent : l'articulation famille-études-travail*. Québec, 2012, 4 p.
- DUMONT, Micheline et Louise TOUPIN. *La pensée féministe au Québec : anthologie (1900 - 1985)*, Les éditions du remue-ménage, Montréal, 2003, 750 p.
- INSTITUT SIMONE-DE BEAUVOIR. *Déclaration sur la hausse des droits de scolarité au Québec et son impact sur les femmes*. Université Concordia, Montréal, février 2012, 4 p.
- RUAULT, Katherine. *Le féminisme et la hausse des droits de scolarité*. Association facultaire étudiante des sciences humaines de l'UQAM (AFESH), Montréal, 2012, 3 p.
- SAVARD, Nathalie et Françoise GAGNON. *La constante progression des femmes*, Conseil du statut de la femme, Québec, 2011, 38 p.